

La crise financière et la crise agricole

par

José Bové

Député européen

Vice-Président de la Commission de l'Agriculture et du Développement Rural

La bulle financière affame les pauvres et ruine les paysans

La crise des marchés agricoles est une conséquence de l'effondrement du marché financier international et de la perte de contrôle des autorités politiques sur les flux monétaires globaux. Dans un contexte haussier avec une augmentation de la demande de matière première agricole, induite en grande partie par le développement de la consommation des agro-combustibles dans les pays riches, par une modification importante des habitudes alimentaires observée dans les pays émergents ainsi que par des sécheresses de longues durées dans certains bassins de production céréalières comme l'Australie, la recherche d'une rentabilité financière à court terme a été l'étincelle qui a mis le feu au baril de poudre. Certains spécialistes des marchés mondiaux se sont attachés depuis bientôt trois ans à déterminer avec précision quelle part de l'envolée des cours avait été induite par la spéculation. Les réponses varient mais la majorité s'accorde aujourd'hui pour dire qu'elle a été importante, voire cruciale.

Au cours des années 2005, 2006 et 2007, des acteurs non commerciaux (banques, assurances, fonds de pensions et fonds de garantie, fonds souverains) sont entrés massivement sur le marché des matières premières et en particulier sur celui des contrats dérivés appuyés sur des contrats à terme. Leur objectif n'était pas de participer à l'organisation de l'offre et de la demande de produits agricoles, ou de permettre une prévisibilité des cours sur le moyen et sur le

long terme. Ils souhaitent préserver des prises d'intérêts financiers mis en danger par les prémices de la crise des subprimes aux États-Unis : les spéculateurs partaient à l'assaut de l'alimentation.

En Europe, les grandes banques comme le Crédit Suisse, Deutsche Bank, HSBC Rabobank, USB ou le Crédit Agricole, ont suivi l'exemple des sociétés américaines, Lehman Brothers, Goldman Sachs, J.P. Morgan, Bank of America, Citygroup ou Morgan Stanley¹ et n'ont pas hésité à mettre en place des cellules d'appel téléphonique pour pousser leurs clients à profiter de l'envolée des cours. Des dizaines de milliers d'épargnants se sont laissés convaincre sans même réaliser qu'en agissant ainsi ils devenaient, au sens propre du mot, des affameurs. Les prix des trois principales céréales, le blé, le maïs et le riz, ont atteint des niveaux jamais vu, complètement déconnectés de toute réalité économique. Pour des centaines de millions de personnes dans les pays du sud, qui consacraient déjà plus de 80% de leurs revenus à l'alimentation, ce boursicotage a eu des effets catastrophiques : au lieu de manger deux fois par jour, elles se sont contentées d'un seul repas. La misère accentue encore le besoin d'accès à l'alimentation. (l'alimentation est toujours vitale...)Le ventre vide, impossible de travailler, impossible de trouver l'argent nécessaire pour acheter le pain du lendemain. Des centaines d'émeutes de la faim ont éclaté en particulier dans les quartiers pauvres des grandes mégapoles. Au Cameroun fin février

1 Financing Food – Financialisation and Financial Actors in Agriculture Commodity Markets – SOMO paper | avril 2010

2008, les manifestants désespérés manifestent contre la vie chère et l'impossibilité de se nourrir. L'armée et la police ouvre le feu. Le bilan sera terrible, plus de quarante morts.

Le cynisme et l'indifférence des opérateurs financiers et des épargnants qui ont spéculé sur la vie sont intolérables. La révolution française de 1789 avait muri dans un contexte de mauvaises récoltes successives et de spéculation. Les marchands de grains stockaient le blé pour le retirer du marché et le vendre au moment où ils pourraient maximiser leurs gains. Au XVIII^e siècle, le commerçant avait néanmoins sous les yeux les conséquences de ces actes, aujourd'hui, les décisions sont prises dans le ronron des salles d'ordinateurs climatisées et les traders ne parviennent même plus à établir un lien direct entre leurs actions et les images qu'ils aperçoivent parfois lorsqu'ils regardent les informations le soir à la télévision. La déconnexion entre le virtuel, le monde de la finance, et la réalité est devenue totale, monstrueuse.

Les multinationales prônent le laisser-faire, les peuples, non !

La valeur des contrats de gré-à-gré de produits dérivés, qui échappent à toute forme de supervision des états, a été estimée en décembre 2008 par la Commission européenne à 517 trillions de dollars². Ceux portant sur les marchés de matières premières (métaux, pétrole et produits agricoles) sont évalués à 4,4 trillions de dollars. Ces chiffres sont complètement abstraits, ils échappent à l'entendement. Un trillion représente un milliard de milliard soit 1 000 000 000 MILLIARDS. Un repère est nécessaire, le budget français pour l'année 2010 atteignait 550 MILLIARDS d'euros..... soit 0,00000055 trillion !

La production mondiale de blé est de l'ordre

2 SEC(2009) 905 final, 7 juillet 2009 – tableau 4

de 660 millions de tonnes, le prix d'une tonne de blé est d'environ à 160 \$ et par conséquent la valeur de la récolte mondiale pour une année moyenne atteint 105,6 milliards de dollars. De plus est, seul 19 % de cette quantité est commercialisée sur les marchés mondiaux. Le commerce de blé entre pays ne porte donc que sur 20 milliards de dollars par an... ce qui, pour emprunter le jargon des financiers, ne représente que 0,00000002 trillion de dollars, une peccadille !

Cette exemple montre à quel point les marchés des produits dérivés ne reposent plus sur rien de tangible. Ce sont des contrats qui portent sur d'autres contrats, qui sont garantis par des contrats et qui sont échangés, achetés et vendus par des sociétés financières. Juste avant l'effondrement de septembre 2008, Lehman Brothers était partie prenante de plus de 138 000 contrats sur des produits dérivés de toutes sortes sans suffisamment de nantissements.

Le laisser-faire sur les marchés financiers et sur les marchés des matières premières est le résultat d'un long processus de désengagement volontaire des autorités politiques dont nous subissons les conséquences aujourd'hui.

Dès l'apparition des premiers marchés à terme dans les années 1880, il y a 150 ans³, le Congrès américain s'est efforcé d'encadrer l'activité boursière et de lutter contre la spéculation. Les mesures de régulation prises dans les années 1910 ont été critiquées par les grandes entreprises commerciales comme Cargill, qui ont fini par les vider peu à peu de leur efficacité dans les années 1920. En février 1927, le Secrétaire à l'Agriculture suspendit l'obligation faite aux principaux courtiers de déclarer leurs activités. La transparence avait vécu. Le Krach de 1929 se profilait à l'horizon. Des années de crise et un monde au bord du gouffre seront nécessaires pour que l'Administration Roosevelt reprenne les choses en main. Le 15 juin 1936, le

3 Voir à sur ce sujet l'historique publié sur le site internet de la US Commodity Futures Trade Commission

Commodity Exchange Act entre en vigueur et impose de nouveau une régulation des marchés des principales matières premières. Il rend également illégal le marché des options, cette interdiction sera levée en 1981. La régulation sera maintenue par les gouvernements américains conservateurs et démocrates qui se succéderont. Elle ne permettra pas d'empêcher cependant le braquage des céréales (*The great grain robbery*) par l'Union soviétique en 1972. Suite à une récolte catastrophique, les dirigeants communistes russes prennent en effet contact dans la plus grande discrétion avec les principales entreprises de négoce (Cargill, Louis Dreyfus) et achètent près de 3 millions de tonnes de grains, volume colossal représentant 30 % de la production américaine de blé et 80 % de la consommation intérieure américaine. A l'époque, les prix mondiaux de l'ensemble des matières premières agricoles se sont envolés. Entre août 1972 et août 1973⁴, les cours du blé ont été multipliés par trois, ceux du maïs et de l'orge par deux. Les prix de l'alimentation pour les consommateurs américains ont enregistré une hausse de 50 %. Ce choc, qui précède de quelques mois celui du pétrole, a été un des grands déclencheurs méconnus de la période inflationniste des années 1970.

Cet affolement des marchés et la bulle spéculative des années 73/74 ont également entraîné, comme le note incidemment la Commission européenne en note de bas de page d'un de ses documents de travail, la création de la US CFTC – (*Commodity Future Trading Commission*), une agence fédérale indépendante mandatée pour réguler les marchés à terme et les options sur les matières premières agricoles aux États-Unis. [Nixon, peu sensible aux idéaux tiers-mondistes, est à l'origine de cette décision. La leçon est claire : sans contrôle politique, les multinationales font ce pourquoi elles sont

programmées ; des profits. L'intérêt général est leur dernière préoccupation.

L'élection de Margareth Thatcher en 1979 puis celle de Ronald Reagan en 1981 consacrent l'avènement d'une nouvelle idéologie dogmatique, le néo-libéralisme. L'Etat doit se dégager de l'économie, les marchés sont souverains, les entreprises multinationales doivent pouvoir s'épanouir sans contrainte, sans contrôle et sans barrière. L'expansion des produits dérivés spéculatifs liés aux matières premières agricoles n'aurait pas été possible si les règles qui avaient été créées avaient été maintenues. Aux États-Unis, l'instance de régulation, la CFTC réduit peu à peu ses mesures de contrôle alors que le marché financier poursuit sa croissance exponentielle. Ainsi la CFTC va réduire progressivement les limites imposées sur le nombre de contrats dérivés qui peuvent être détenus par une société. Dans le même temps, elle ouvre la possibilité aux banques et aux hedge funds d'intervenir directement dans les bourses commerciales où elles peuvent acheter des contrats à terme.

Le développement des marchés à terme sur les produits agricoles n'a d'abord pas trouvé en Europe un terrain aussi fertile que de l'autre côté de l'Atlantique. En encadrant les cours des principales productions, la Politique Agricole Commune (PAC) mise en œuvre dès la fin des années 1950, offre aux agriculteurs et aux transformateurs une visibilité à moyen terme sur les prix. Les variations de cours sont moins subites, plus prévisibles. D'une certaine manière, les risques et les incertitudes, liés à une activité agricole dépendante des variations du climat, étaient pris en charge par la collectivité.

Les organismes régulateurs et le stockage permettaient également de retirer temporairement des quantités importantes et de stabiliser les prix, ou de, ce que nous avons toujours dénoncé, subventionner les exportations. Mais ces politiques d'intervention publiques ont été peu à peu

4 Merchants of Grain : The power and Profits of the five Giant Companies at the Center of the World's Food Supply. 1979 – Dan Morgan – Backinprint.com edition

remises en cause par le libéralisme qui s'est imposé au niveau de la Commission européenne, pour devenir le dogme économique incontournable, la pensée unique. Suivant l'exemple des États-Unis, poussée par certains de ces états-membres menés par le Royaume-Uni, l'Union Européenne s'est engagée dès le milieu des années 1980 dans le démantèlement de sa politique agricole.

De 1982 à 1995, nos dirigeants se sont mobilisés pour permettre la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'OMC. L'ouverture des marchés mondiaux est devenue la règle. La Commission européenne a depuis reconnu à plusieurs reprises que l'agriculture n'avait été considérée que comme une simple monnaie d'échange sur la scène internationale destinée à être troquée contre un accès sans limites au secteur des services (banques, assurances, santé, éducation, environnement, énergie, transports, tourisme, propriété intellectuelle....) des puissances économiques émergentes et des pays pauvres. Les réformes successives de la PAC en 1992 puis en 2003 ont imposé un alignement des cours intérieurs européens sur ceux du marché mondial. Cette orientation a été confirmée par le bilan de santé de la PAC en 2008 et par la décision du Conseil européen de faire disparaître les quotas laitiers, dernier véritable outil de régulation.

Comme aux États-Unis, cette politique du laisser-faire a eu des conséquences désastreuses au niveau de l'Union européenne. En particulier, la crise financière a eu un impact violent pour les deux maillons les plus fragiles de la chaîne alimentaire, les producteurs et les consommateurs.

L'augmentation des prix des matières agricoles a envoyé des signes trompeurs aux agriculteurs. En 2007, les cours du blé et des principales céréales se sont littéralement envolés. Ceux du lait et des produits carnés ont suivi la même courbe. Cette hausse factice a été analysée et présentée par la

Direction générale de l'agriculture française ou européenne ?Biblio ? comme une tendance structurelle des marchés. L'augmentation du niveau de vie, et l'apparition d'une classe moyenne en particulier en Chine et en Inde, ont fait naître le mirage de marchés internationaux juteux, stables et prometteurs.

La machine agricole européenne devait se mettre en ordre de bataille pour arracher de nouveaux contrats.

L'illusion a été de courte durée, à peine plus d'un an. Elle a cependant été suffisamment longue pour enivrer les esprits. Le comportement des producteurs de céréales est [à ce titre] à remarquer. Au salon de l'agriculture à Paris en 2007 et en 2008, ils se pressaient autour des derniers modèles de tracteurs gigantesques et de moissonneuses démesurées, et s'endettaient lourdement pour de nombreuses années. Pourquoi auraient-ils agit autrement alors que le monde agro-industriel, les multinationales des semences et des engrais, celles des machines outils, les poussaient dans cette direction, et que les signaux du gouvernement français et de la Commission européenne s'évertuaient à lever leurs dernières réticences ?

Les éleveurs laitiers ont subi le même lavage de cerveau. La suppression des quotas étaient une aubaine, une opportunité à ne pas manquer. Les plus « entrepreneurs » étaient vivement incités à investir dans des robots de traite, à augmenter leur productivité, à doper leur production. Comme dans le secteur des céréales, le renversement de tendance a été brutal. Dès le début de l'année 2009, les prix intérieurs ne couvraient plus les coûts de production. En 2009, les revenus des paysans se sont effondrés : moins 12% en moyenne en Europe, moins 20% en France⁵. Les faillites engendrées par la crise financière puis par l'éclatement de la bulle spéculative agricole ont été innombrables. La Hongrie a perdu en l'espace d'une année 30 % de ses emplois agricoles. Le nombre de paysans en France qui peuvent prétendre au revenu minimal de subsistance distribué par la collectivité atteint 75000, soit un agriculteur sur huit. L'onde de

5 Communication Eurostat

choc engendrée par la chute de Lehman Brother a été ressentie du Cantal, à la Silésie en passant par le Yorkshire.

De leur côté, les grandes entreprises de la transformation agro-alimentaire, Danone, Nestlé, Unilever, se sont empressées de répercuter l'envolée des cours en 2007 et en 2008 sur leurs prix de vente, affectant les consommateurs déjà touchés par les crises. Lorsque la tendance s'est inversée à partir de la fin 2008 et du début de l'année 2009, ces mêmes entreprises sont devenues soudainement aveugles aux signes du marché. Leurs prix sont restés élevés, leurs marges ont explosé et leurs profits ont atteint des niveaux records. Dans la partie « finances » de son site internet, Danone, d'ailleurs n'hésitait pas en octobre 2009 à se féliciter des prix des matières premières exceptionnellement bas pour expliquer cette année particulièrement favorable à ces actionnaires. Cette déclaration scandaleuse, publiée au moment où les éleveurs déversaient leur lait dans les champs, a depuis été modifiée.

Vers des politiques de gouvernance globale : la souveraineté alimentaire

Nous nous sommes battus pendant des années pour dénoncer les politiques néolibérales et combattre les femmes et les hommes politiques qui en créant l'OMC se ficelaient les mains dans le dos et laissaient le champ libre à des multinationales de la finance et de l'agro-alimentaire. En 1992, le syndicat la Confédération paysanne⁶ avec Via campesina manifestaient déjà à Genève devant le siège du GATT pour arrêter le rouleau compresseur qui se mettait en place. Le mouvement social a été présent ensuite à Seattle, en 1999, à Doha en 2001, à Cancun en 2003 à Hong-Kong en 2005, pour manifester face à l'OMC puis à Rome, lors des conférences de la FAO en 1996 et 2002, pour proposer des

alternatives crédibles et en particulier la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire. Les Forums Sociaux Mondiaux ont été des points de rencontres essentiels. Pendant ces années, nous avons été confrontés à un mur, politique et économique. Aujourd'hui, ce mur se lézarde, les fentes deviennent béantes. Le mouvement social, qui a été à l'origine de cette lutte doit maintenant être écouté pour dessiner les perspectives économiques, sociales et politiques.

La crise grecque a montré au cours du printemps 2010, que la spéculation ne s'arrêtera pas sans une véritable reconquête de la finance par la politique. Après avoir dépecé les contribuables, après avoir fait voler en éclats les marchés agricoles, les fonds spéculatifs s'attaquent maintenant directement aux états et à leurs dettes publiques. Tout est bon pour faire du profit. En l'espace de quelques heures le vendredi 7 mai, Wall Street a plongé de près de 9 % suite à une mauvaise manipulation. La machine s'emballe. L'homme est dépassé par la technologie financière qu'il a créée. Il ne la contrôle plus.

Ce constat semble enfin partagé par le plus grand nombre même si les solutions pour sortir de cette impasse sont encore loin d'être consensuelles. En janvier 2010, Michel Barnier, nouveau Commissaire européen du Marché intérieur déclarait : « La spéculation sur les produits alimentaires est un véritable scandale lorsqu'il y a plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim. » Les mots sont un premier pas. Ils ne suffisent malheureusement pas à contrecarrer les marchés. La réforme de la PAC nous offre une opportunité de reconstruire une agriculture en Europe et dans le monde centrée vers un objectif unique : nourrir 6 milliards de personnes aujourd'hui et 9 milliards en 2050.

Le défi est immense. Le *Chicago Merchandise Exchange*, organisme privé côté à la bourse de New-York, fixe le prix mondial

6 Institut National de l'Audiovisuel INA France
w1.ina.fr/notice/voirTouteVideoSimilaire/page/1/displ.../CAB92068792

du blé. Cette boussole ne montre pas le nord ! Cassons la ! Une des clés essentielles pour parvenir à changer les choses est de redonner une réalité au monde économique qui nous entoure. Les prix des matières agricoles doivent avoir une réalité. Ils doivent couvrir les coûts de production et offrir une rémunération digne et équitable aux paysans et aux paysannes qui les ont produits. Ils sont forcément différents d'une région à l'autre car ils sont issus de systèmes agricoles différents, de terroirs variés, de climats distincts et de rapports sociaux multiples. La fin de la spéculation passe par un encadrement de la

production, par la consolidation de quotas de production et par l'instauration de prix planchers et de prix plafonds permettant d'une part aux paysans de vivre de leur activité et d'autre part aux consommateurs d'avoir accès à une alimentation abordable, ce qui en d'autres mots s'appelle la souveraineté alimentaire.

Ces réformes si nécessaires ne pourront aboutir, comme la lutte contre le réchauffement climatique, qu'avec l'émergence d'une nouvelle gouvernance mondiale, basée sur la coopération et la solidarité et non plus sur la concurrence et le profit.